

> LES ÉCHOS D'ICI ET LÀ BAS...



CONGO

UNE PARTICIPATION ASSIDUE DES POPULATIONS

Suite à la constitution de Comités de Développement Local (CDL) dans les districts de Zanaga et Bam-bama, ceux-ci ont conduit des enquêtes pour établir le diagnostic de leur territoire. Les CDL se sont appropriés la démarche au-delà de toute attente, et ce sera la 1ère fois que l'ensemble d'un district du département de la Lékoumou est enquêté. S'en sont suivis des ateliers thématiques d'approfondissement, avec quelques sujets inattendus : le tribalisme peut-il être un frein au développement ? Quelle est la place de la culture dans le développement ? Comment faire de notre environnement un atout pour notre territoire ?



FRANCE

LA FILIÈRE AU CŒUR DES PROJETS ENERGIES RENOUVELABLES

Qu'est-ce qu'une Filière Artisanale Locale (ou FAL) ? Quelle place une ONG doit-elle/peut-elle occuper pour faciliter l'émergence d'une FAL ? Qui sont les acteurs à prendre en compte et comment ? Quelle pérennité possible des FAL ? Ces questions étaient au cœur de la journée d'étude du 26 octobre co-organisée par ID dans le cadre du Groupe initiatives (GI). Cette journée a réuni des ONG, des cabinets de conseil, des bailleurs et des institutions. Les réflexions étaient organisées autour d'études de cas et d'ateliers participatifs.



COMORES

ID : LAURÉATE DU 1% POUR LA PLANÈTE POUR SON PROJET FILIÈRE YLANG-DISTILLATION À FOYER ECONOMOME !

Le projet FY-DAFE, présenté au jury du 1% pour la planète (groupe d'entrepreneurs qui reversent volontairement 1% de leur chiffre d'affaires à des projets sociaux et environnementaux) a remporté le prix Energie et Climat. Bravo aux équipes qui travaillent avec envie et professionnalisme sur ce projet !



HAÏTI

FORMER LES MAIRES DU NORD OUEST

Depuis 2014, ID mène un projet de développement local « Colibri » en collaboration avec les organisations de la société civile, les mairies et le ministère de l'intérieur et des collectivités (MICT). La formation des maires est un enjeu essentiel dans le pays. C'est pourquoi ID en partenariat avec le MICT propose aux élus et techniciens des mairies de Saint-Louis-du-Nord, d'Anse-à-Fôleur et de l'île de la Tortue une formation en plusieurs modules : rôle et fonction des maires, fonctionnement d'une administration. Ce 1er cycle général sera suivi par d'autres sur des aspects plus techniques de l'organisation et de la vie d'une commune. L'objectif de ce projet pilote : améliorer la collaboration entre représentants politiques, équipes techniques et citoyens.

SÉNÉGAL



100 HECTARES DE TERRES SALÉES REBOISÉES

Le PRODER - Programme de Développement des Energies Renouvelables - conduit par ID pour la région Nouvelle Aquitaine, a permis en cette fin d'année le reboisement de 100 hectares de terres salées dans le Nord du Sénégal dans la région de Fatick.

TCHAD

UNE STRATÉGIE CIBLÉE ET EFFICACE CONTRE LA DÉFÉCATION À L'AIR LIBRE À MOUNDOU

Depuis le lancement des activités du volet assainissement en 2017, les choses avancent ; le chargé de mobilisation sociale a tout d'abord mené un diagnostic quartier par quartier pour cibler les problèmes d'assainissement : zone de concentration de déchets, zone de défécation à l'air libre, problème d'hygiène des points d'eau... Cela a donné une cartographie des zones à risques et du type de risque. 8 associations de la ville ont ensuite été identifiées et formées aux messages de prévention et de sensibilisation sur ces questions. Près de 4.500 personnes ont déjà été touchées. Des écoles et groupements dans les quartiers ont même lancé des opérations de nettoyage et de salubrité !

ID:INFO

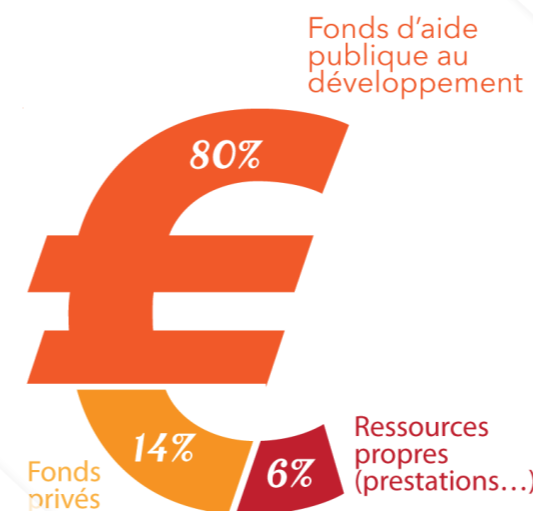
LA LETTRE D'INITIATIVE DÉVELOPPEMENT

#40
DÉCEMBRE
2017



RETROUVEZ-NOUS SUR

ORIGINE DES FONDS



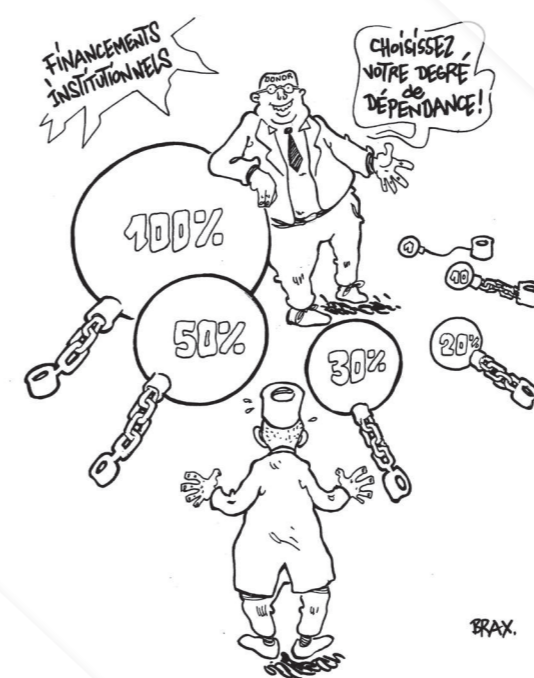
TRANSPARENCE ET INDÉPENDANCE...

Deux mots que les équipes conjuguent au quotidien au sein d'Initiative Développement. La transparence c'est la volonté de communiquer sur nos actions, leur finalité, mais aussi sur les moyens indispensables à leur réussite. Les fonds perçus, qu'ils soient institutionnels ou privés, sont, avec les ressources humaines, les deux éléments indispensables à la finalité de nos projets...

Nous sommes très attentifs, tant à la rigueur exigée par nos flux financiers, qu'au défi que constitue la diversité des fonds perçus, notamment la proportion des fonds privés.

Car ce sont bien les dons que nous percevons qui garantissent notre indépendance financière, cette liberté qui nous permet d'entreprendre des actions que les bailleurs de fonds traditionnels ne financent pas toujours : étude de faisabilité dans de nouvelles zones d'intervention, réactivité sur des temps courts (réhabilitation d'un centre de santé en Haïti après le cyclone Matthew)...

Cette indépendance est un objectif qu'il nous faut poursuivre. Elle est garante de notre modèle économique, et donc de la pérennité de nos actions.



Retrouvez rash Brax sur
Twitter : @rashbrax
Facebook : @DessinsRashBrax



Benoît-Xavier Loridon
Directeur d'ID



Initiative Développement
Association de Solidarité Internationale
29 Rue Ladmirault
86000 Poitiers
Tél : + 33 (0)5 49 60 89 66
e-mail : id@id-ong.org

Directrice de publication : Marie-Françoise Pluzanski
Rédacteur en chef : Benoît-Xavier Loridon
Rédacteurs : Benoît-Xavier Loridon, Guillaume Coudray, Alexandra Besnard
Graphiste : Alice Clergeaud
Imprimeur : Megatop

> LA GESTION FINANCIÈRE À ID : ANTICIPER, CONTRÔLER ET RENDRE COMPTE

Une organisation et des outils bien rôdés pour assurer une bonne gestion des fonds.



Guillaume Coudray,
Directeur Financier d'ID

Le Service Finance d'ID est le garant de la bonne gestion des fonds de l'association. Il est là pour définir et actualiser les procédures de gestion qui seront appliquées par les programmes, celles-ci étant consignées dans le « manuel de gestion administrative et financière des programmes d'ID ». Ce document assure une gestion efficace qui permet de dissuader d'éventuelles tentatives de fraude et de déceler rapidement des potentielles anomalies. Plus le suivi de dépenses dédiées aux projets est proche du terrain, plus il est efficace.

C'est pourquoi ID a la volonté de renforcer sa présence financière sur le terrain. Dans nos zones d'interventions principales, des Responsables Administratifs et Financiers (RAF) ou des administrateurs/trices financiers forment un binôme avec le/la Directeur/trice pays pour assurer le suivi administratif, comptable et financier des programmes. Deux contrôleurs de gestion basés au siège complètent le dispositif. Ils valident les budgets et les rapports financiers réalisés par les RAF ou les réalisent eux-mêmes lorsqu'il n'y en a pas pour le projet concerné. Ils font le lien sur le plan financier avec les bailleurs basés en France et participent au processus continu d'amélioration de nos outils et pratiques. Ils réalisent une à deux missions de suivi sur le terrain par an.

Si le Service Finance est l'organe d'exécution du contrôle, ID s'est également dotée d'un organe de contrôle interne, le comité d'audit. Ce comité d'audit est composé de membres du Conseil d'Administration et de bénévoles extérieurs qualifiés. L'une de ses missions est de réaliser des contrôles sur le terrain de la bonne application des procédures. Chaque année, un pays est sélectionné et l'auditeur mandaté par le comité y vérifie un certain nombre de critères définis dans une grille de contrôles spécialement élaborée. Des recommandations sont formulées par l'auditeur avec obligation pour les programmes d'y apporter une réponse dans des délais raisonnables. Notre ambition est de sécuriser au mieux les financements, tout en restant à l'écoute des programmes et des problématiques terrain.

La sécurisation de la bonne utilisation des fonds passe par le contrôle. Mais, nous considérons également que cette bonne gestion repose sur la formation du personnel et sur la responsabilisation des équipes sur le terrain. Ainsi, les comptables, les animateurs et les responsables de programmes sont formés par le Service Finance aux procédures administratives et financières. Dans notre organisation, les RP (Responsables de Programme) sont responsables de la comptabilité de leur programme.

Le Service Finance fait également le lien avec les bailleurs de fonds afin de comprendre leurs procédures, veiller à leur bonne application sur le terrain et rendre compte à ces bailleurs de façon transparente.

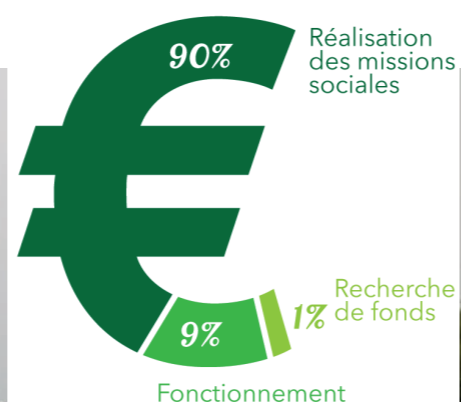
Le travail systématique réalisé en amont permet à ID d'avoir un taux « d'anomalie » proche de zéro lors de ces contrôles.

Les bailleurs de fonds institutionnels type « Agence Française de Développement et Union européenne » nous demandent également de réaliser des audits sur nos projets. Des auditeurs externes viennent contrôler les dépenses réalisées sur un projet donné. Ce contrôle donne lieu à l'établissement d'un rapport transmis au bailleur en même temps que le rapport financier final.

Comme toute association percevant des aides publiques supérieures à 153 000 euros, ID a en outre l'obligation de nommer un commissaire aux comptes dont la mission est de contrôler et de certifier les comptes de l'association. Une équipe du cabinet KPMG de Poitiers vient ainsi contrôler dans les locaux de l'association le travail réalisé au cours de l'année écoulée.

« C'est notre devoir d'apporter aux donateurs et aux bailleurs la garantie que leur argent sera dépensé à bon escient et « dans les règles de l'art ». Ce lien de confiance est indispensable à la poursuite de notre activité qui ne peut se faire que grâce à vous. »

UTILISATION DES FONDS



> INTERVIEW MARC BURUCOA



Marc Burucoa est Responsable Administratif et Financier au Tchad depuis avril 2016. Avec le soutien de son équipe composée d'une comptable, de 2 assistantes comptables et d'un chauffeur logisticien, il assure la gestion administrative et financière des 6 programmes en cours. Outre la gestion administrative au jour le jour, son rôle est essentiel dans le bon déroulement des projets.

Etre responsable administratif et financier, cela consiste en quoi ?

Mon poste comporte plusieurs facettes : coordination logistique des programmes, gestion des Ressources Humaines, et une partie non négligeable concerne la gestion comptable et financière. En effet, sur le terrain je suis le garant du respect des procédures administratives et financières applicables aux projets menés par ID : tenue des caisses, opérations bancaires, passations de marché, qualité et recevabilité des pièces comptables bien sûr ! Pour assurer le fonctionnement des programmes et la réalisation de leurs activités, nous engageons des dépenses. Nous devons pouvoir les justifier, puis les affecter dans le cadre des projets, afin d'assurer leur traçabilité.

Nous garantissons ainsi la bonne utilisation des budgets alloués, et sommes en mesure de rendre compte de nos actions sur le terrain.

Comment assures-tu cette gestion concrètement ?

ID dispose d'un guide de procédures élaboré par le Service Finance au siège qui est appliqué sur tous les terrains où ID agit, et couvrant l'ensemble des domaines d'administration d'ID. Il est appliqué par tous. Sur les 6 programmes en cours, ces contrôles sont d'abord effectués quotidiennement par les assistant/es comptables, puis par les RP et enfin le RAF.

Quel lien le Responsable Administratif et Financier entretient avec le siège ?

Il y a un travail continu avec le contrôleur de gestion, qui se trouve au siège. Celui-ci a un rôle de conseil dans la mise en place des procédures, apporte une connaissance fine de chaque bailleur et valide avec sa direction les budgets prévisionnels, les contrôles de gestion, et les rapports financiers. Le système est bien rodé et ces contrôles à différents niveaux nous permettent de cadrer notre gestion des fonds le plus précisément possible.

> LE DON EN CONFIANCE : LABEL MANIÈRE DE FAIRE UN DON©



« Le Don en Confiance est une organisation à but non lucratif ouverte à toutes les causes d'intérêt général, créée en 1989 à l'initiative d'une vingtaine d'associations et fondations œuvrant dans les secteurs sociaux et humanitaires. L'organisation a été créée pour être un tiers de confiance entre les organisations faisant appel public à la générosité et les donateurs. Précisons que souscrire au Don en Confiance est un acte volontaire de la part de l'organisation. Une charte de déontologie établie sur quatre principes, régit la labellisation des structures.

- >> le respect du donateur : l'obligation de respecter la volonté du donateur
- >> la transparence : l'organisation doit dire ce qu'elle fait et faire ce qu'elle dit, elle doit donner une image réelle de ses actions
- >> la recherche d'efficacité : l'association doit faire bon usage des moyens qu'accordent les donateurs
- >> le désintéressement et la probité : l'association doit conduire ses missions avec honnêteté et des activités sans en tirer profit

L'instruction des demandes, assurée par l'un des 100 contrôleurs du Don en Confiance, se base sur un audit général de l'association. Il valide le respect des 4 piliers cités ci-dessus, et propose des chantiers d'amélioration à mener par l'association. Il s'agit d'un processus d'amélioration continue pour les associations et fondations. La transparence est un principe inéluçtable. L'une des obligations inhérente à l'obtention du label est d'informer les donateurs sur les actions menées annuellement grâce à leur fonds. L'Essentiel* est un document de communication fiable, clair et compréhensible. Bénéficiaire du label «Don en Confiance» c'est rendre compte volontairement aux donateurs de ses actions, et aller encore plus loin dans l'amélioration de ses pratiques en matière de gouvernance, gestion et communication ! »

Jean Pierre Duprieu, Président du Don en Confiance

* Vous pouvez le consulter sur le site internet d'ID www.id-ong.org/Finances